NOTE D'ORIENTATION

Eurofound

Qualité de vie

Pourquoi les capitales sont-elles les meilleurs lieux de vie?

Toute citation de la présente note d'orientation doit être accompagnée de la référence suivante: Eurofound, *Pourquoi les capitales sont-elles les meilleurs lieux de vie?*, Enquête européenne sur la qualité de vie 2016, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, 2019.

Auteurs: Tadas Leončikas (Eurofound) et Sevinç Rende

Directeur de recherche: Tadas Leončikas

Projet de recherche: Notes d'orientation fondées sur l'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS) (180701)

Remerciements: Dorothy Rosenberg; Eszter Sandor et Eleonora Clerici (Eurofound) pour leur aide dans le traitement et la visualisation des données.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne

La présente note d'orientation et tous les documents connexes sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: http://eurofound.link/ef18025

Elle fait partie de la série d'enquêtes européennes sur la qualité de la vie 2016 d'Eurofound. Voir l'ensemble des enquêtes à l'adresse suivante: http://eurofound.link/efs006

© Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2020

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Pour toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres contenus ne relevant pas du droit d'auteur d'Eurofound, l'autorisation doit être obtenue directement auprès des titulaires du droit d'auteur.

Image de couverture: © Rolf_52/Shutterstock
Autres images: p. 1 © William Perugini/Shutterstock; p. 2 © JJFarq/ Shutterstock; p. 5 © EiZivile/ Shutterstock; p. 19 © lembi/Shutterstock; p. 22 © Thomas Bethge/Shutterstock.

Toute question relative au droit d'auteur doit être adressée par écrit à l'adresse suivante: copyright@eurofound.europa.eu

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) est une agence tripartite de l'Union européenne instituée en 1975. Son rôle est de fournir des informations dans le domaine des politiques sociales, en matière d'emploi et liées au travail conformément au règlement (UE) 2019/127 du Parlement européen et du Conseil du 16 janvier 2019 instituant la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) et abrogeant le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil.

Version imprimée: ISBN: 978-92-897-2050-2 ISSN: 2599-8145 doi:10.2806/147217 TJ-AR-20-001-FR-C
PDF: ISBN: 978-92-897-2055-7 ISSN: 2599-8188 doi:10.2806/199086 TJ-AR-20-001-FR-N

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Téléphone: (+353 1) 204 31 00
Courriel: information@eurofound.europa.eu
Site internet: www.eurofound.europa.eu

Introduction

Les capitales, quelle que soit leur taille, sont des pôles de ressources économiques et institutionnelles, et la qualité de vie qu'elles offrent leur confère un avantage compétitif, notamment pour attirer les investissements et une main-d'œuvre hautement qualifiée.

Plus de 48 millions de personnes, soit 9 % de la population de l'Union, vivent dans les capitales des 28 États membres, et dans toutes, ce pourcentage augmente. Les tendances récentes montrent que les capitales continuent de gagner en importance dans tous les États membres et qu'elles accueillent une part croissante des populations nationales. Dans la plupart des cas, la capitale a également un produit intérieur brut (PIB) par habitant de plus en plus élevé par rapport au reste du pays.

Tant dans l'Union qu'au niveau mondial, ce succès des capitales a alimenté des inquiétudes inspirées par la différence de qualité de vie entre les populations urbaines et rurales. Au niveau individuel, les personnes qui vivent dans les capitales de l'Union sont créditées de meilleurs résultats que le reste de la population de leur pays pour de nombreux indicateurs de qualité de vie.

Face à la croissance continue de la population des capitales et de la concentration des ressources en leur sein, cette note d'orientation explore la manière dont les atouts des capitales se manifestent dans la qualité de vie. Ces atouts sont-ils principalement à mettre en relation avec les spécificités des segments de population que les villes continuent de privilégier et d'attirer ? Ou bien s'expliquent-ils par les perspectives offertes par les grandes villes en raison de leur taille et de leur croissance économique ? Disposer de données plus complètes sur ces questions permettrait de mieux comprendre si les politiques devraient être davantage axées sur des mesures économiques ou sociétales pour renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale.

Les conclusions sont tirées de l'enquête européenne sur la qualité de la vie, édition 2016, laquelle en évalue les différentes dimensions examinées ici : qualité de vie et bien-être des individus, qualité de la société et qualité des services publics.

Cette analyse complète les efforts déployés par Eurofound pour étendre ses recherches au niveau régional et approfondir les comparaisons géographiques en ce qui concerne la structure de l'emploi, la qualité de vie dans l'Europe rurale et la mesure de la convergence globale dans l'Union.

Contexte politique

L'urbanisation continue et l'essor des grandes villes dans le monde entier ont encouragé la recherche et orienté les politiques vers les populations urbaines et le rôle des villes comme moteur de la croissance économique. Les auteurs du *rapport sur le développement dans le monde* 2009 de la Banque mondiale, par exemple, affirment que la concentration du développement économique dans les villes est un levier de prospérité nécessaire et que les décideurs politiques, plutôt que de tenter un rééquilibrage géographique, doivent s'employer à rendre la croissance inclusive.

L'Union européenne s'est engagée à mettre en œuvre le programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030 et les 17 objectifs de développement durable (ODD) qu'il définit, lesquels visent à instaurer un cadre de vie inclusif, sûr, résilient et durable. Le document de réflexion intitulé «*Vers une Europe durable à l'horizon 2030*» jette les bases de la politique de l'Union dans ce domaine et examine la manière de réaliser les ODD. Si l'ODD 11 est dédié à la durabilité des villes et des communautés, de nombreux autres ODD sont pertinents au regard des défis uniques auxquels sont confrontées les villes et les agglomérations urbaines, qu'ils concernent l'environnement et la santé, la réalisation d'un système financier durable ou la garantie de la qualité de la gouvernance. L'engagement de l'UE envers les ODD s'exprime dans son programme urbain ainsi que dans des initiatives spécifiques, telles que le groupe d'action D4 sur l'innovation dans les bâtiments, les villes et les environnements adaptés aux personnes âgées, et les plates-formes qui visent à réduire les inégalités en matière de santé.

Parmi les autres mesures législatives et réglementaires de l'Union concernant la qualité de vie dans les villes figurent les directives fixant des limites en matière de pollution atmosphérique et de nuisance sonore. Elles ciblent également les besoins de groupes spécifiques, comme la loi européenne sur l'accessibilité, qui vise à rendre des services tels que les services bancaires et les transports plus accessibles aux personnes handicapées grâce à des réglementations des marchés publics.

Les aspects de la qualité de vie abordés dans cette note d'orientation ne sauraient être dissociés de l'émergence d'une constellation plus large de préoccupations politiques concernant les inégalités, l'importance de la place accordée au progrès social et économique et les domaines qui ont été négligés. Les recommandations spécifiques par pays (RSP) pour 2019 mettent en évidence des disparités régionales en matière

d'investissement public dans 22 États membres. Dans sa communication relative aux RSP, la Commission européenne a noté que

> *les tendances socio-économiques nationales masquent des différences régionales importantes dans certains pays. Si l'on regarde en arrière, les bénéfices de la croissance économique ne se sont pas répartis de manière égale entre les régions. Si l'on se projette vers l'avenir, les défis socio-économiques n'affectent pas de la même manière toutes les composantes de la société.*

L'accent est de plus en plus mis sur le développement de la dimension sociale des politiques européennes de cohésion et de convergence. Par exemple, le socle européen des droits sociaux souligne l'importance de l'accès aux services publics et de leur qualité, y compris l'accès aux services essentiels, tels que les services aux collectivités fournis au niveau local.

Une série de politiques expriment donc l'objectif à long terme de construire des sociétés durables et résilientes, capables de promouvoir le bien-être des citoyens.

Les données sur les villes sont essentielles pour documenter et façonner la politique de cohésion de l'Union, laquelle vise à réduire les disparités entre les États membres et est financée par des instruments tels que les fonds structurels et de développement rural. Bien que cette politique ait été initialement conçue pour aider les régions sous-développées les villes sont de plus en plus impliquées dans le débat politique et visent à faire reconnaître leurs problèmes et leurs besoins d'investissement. Depuis quelques années, une importance accrue est accordée au financement du développement urbain durable intégré.

La prise de parole croissante des centres urbains se traduit par l'émergence de nombreux réseaux de villes aux niveaux européen et mondial depuis une dizaine d'années. Pour n'en citer que quelques-uns, il s'agit du conseil des communes et régions d'Europe, d'Eurocities, du réseau des capitales et régions, de la plate-forme européenne des villes durables, du réseau européen des capitales vertes, du réseau européen des villes saines de l'Organisation mondiale de la santé et de 100 villes résilientes. Ces plates-formes plaident en faveur d'initiatives politiques européennes et internationales et les mettent en œuvre.

Principales conclusions

- En Europe, les habitants des capitales ont généralement une meilleure qualité de vie que les habitants des autres régions du pays. Il semble par conséquent que les capitales soient effectivement les meilleurs lieux de vie.
- Dans la plupart des pays, les habitants de la capitale se distinguent par une évaluation en moyenne plus élevée de leur satisfaction de la vie que les personnes vivant en dehors de la capitale
- Dans la plupart des cas, la satisfaction de la vie dans une capitale est plus proche de la moyenne nationale que de la moyenne des autres capitales. Ce résultat indique que, malgré les préoccupations selon lesquelles les capitales adoptent un comportement de plus en plus autonome envers leur entité nationale, les spécificités nationales restent importantes pour façonner les différences de bien-être entre les pays et entre les capitales.
- Les capitales comptent, dans l'ensemble, une plus grande proportion de personnes qui déclarent se sentir résistantes, capables de faire face à des périodes difficiles, par rapport aux autres centres urbains et aux régions rurales du même pays. Certaines caractéristiques de la démographie urbaine, comme une population plus jeune et d'un niveau d'éducation plus élevé, contribuent à la résilience, tandis que d'autres, comme l'insécurité en matière de logement, l'érodent. Les résultats laissent transparaître qu'un autre facteur latent, susceptible d'être lié à la possibilité d'améliorer sa situation économique et son niveau de vie, pourrait expliquer la résilience plus élevée que confèrent les capitales.
- Les habitants des capitales ont tendance à être plus satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays que la population à l'extérieur de la capitale. Cette différence est largement liée au milieu socio-économique qui est en moyenne plus favorisé dans les capitales. Les habitants des capitales ont également tendance à témoigner une plus grande confiance aux institutions nationales et à se montrer plus critiques envers les autorités locales ou municipales que ceux du reste du pays.
- Malgré la plus grande disponibilité des services publics dans les capitales, leurs habitants n'attribuent pas toujours une meilleure note à la qualité de ces services que les personnes à l'extérieur de la capitale. Ils attribuent par exemple des notes plus faibles au système éducatif. La qualité des transports publics, en revanche, est mieux notée dans les capitales, même si les trajets travail-domicile sont plus longs que dans d'autres parties du pays.
- L'insécurité en matière de logement est un problème touchant de nombreuses capitales ; l'écart entre les capitales et le reste du pays est nettement plus accentué pour cet indicateur que pour tous les autres indicateurs examinés.
- Les différences entre le nord, le sud, l'est et l'ouest de l'Europe sont aussi évidentes au niveau des capitales qu'au niveau des pays. Cela renforce l'observation précédente selon laquelle les facteurs et les politiques exprimés au niveau national façonnent de manière significative la situation en matière de bien-être dans les villes des différents pays.

Analyse des données disponibles

Cette note d'orientation examine la qualité de vie des personnes vivant dans les capitales de l'Union européenne par rapport à celle des populations vivant en dehors des capitales. Elle explore trois aspects fondamentaux de la qualité de vie qui sous-tendent le modèle social européen : la qualité de vie et le bien-être des individus, la qualité de la société et la qualité des services publics.

L'analyse aborde les questions suivantes :

- Quels sont les principaux avantages des capitales en matière de qualité de vie par rapport au reste du pays ?
- Les habitants des capitales sont-ils plus résilients et, dans l'affirmative, pourquoi ?
- Les capitales disposent-elles de services publics de meilleure qualité ?

L'analyse est basée sur l'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS) 2016, qui a recueilli des données dans les 28 États membres de l'Union et dans cinq pays candidats (Albanie, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie et Turquie). L'édition 2016 de l'EQLS a permis d'établir des estimations pour les plus grandes villes, lesquelles sont des capitales dans tous les pays étudiés, à l'exception d'Istanbul en Turquie, et de comparer ensuite la capitale de chaque pays avec le reste de sa population urbaine et rurale sur la base d'un ensemble de données unique et harmonisé. Bien que dans l'ensemble, le texte fasse référence aux capitales, en Turquie, l'analyse a porté sur la ville d'Istanbul et en Pologne, sur un échantillon composé d'habitants des sept plus grandes villes du pays car celui de Varsovie était insuffisant.

Les capitales contre le reste?

Des données récentes sur les villes et l'analyse des différences entre les régions en fonction du degré d'urbanisation mettent en évidence ce qu'Eurostat désigne comme «la domination des capitales». Les capitales ont tendance à générer un PIB par habitant considérablement supérieur aux moyennes nationales, Berlin étant la seule exception parmi les villes étudiées ici Le rapport 2019 de l'observatoire européen de l'emploi d'Eurofound montre qu'au cours des dix dernières années, c'est dans les périmètres métropolitains que l'emploi a progressé le plus rapidement et qu'une grande partie de cette croissance concernait des emplois hautement qualifiés et bien rémunérés. Dans les grandes villes, le niveau d'éducation des populations et les taux d'emploi ont tendance à être en moyenne plus élevés. Elles attirent des personnes en âge de travailler, ce qui permet de conserver ces avantages. Étant donné l'ampleur des avantages de la capitale, une partie considérable de la population en bénéficie.

La concentration des ressources dans les capitales prévaut dans tous les États membres, mais ce constat est à nuancer : d'autres centres urbains prospères offrant une qualité de vie élevée se classent parfois au même niveau voire à un niveau supérieur à celui de la capitale; c'est par exemple le cas en Allemagne et en Italie. Il n'en est pas moins vrai que la tendance récente est à l'accentuation de la position dominante des capitales dans tous les États membres. Au cours des dix dernières années, c'est souvent dans les capitales et leur banlieues environnantes que la croissance démographique urbaine la plus rapide a été observée. Les données d'Eurostat indiquent qu'entre 2004 et 2014, la proportion de la population nationale vivant dans l'agglomération de la capitale a augmenté dans tous les États membres sauf en Grèce. Le PIB de l'agglomération de la capitale par rapport au PIB national a également augmenté entre 2003 et 2013 dans presque tous les cas.

La qualité de vie dans la capitale : vue d'ensemble

Le tableau 1 synthétise une sélection d'indicateurs de l'EQLS comparant la qualité de vie des habitants de la capitale avec celle du reste du pays dans les 33 pays étudiés.

Par rapport au reste du pays, plusieurs indicateurs de la qualité de vie témoignent que les habitants de la capitale ont une situation plus enviable. Leur qualité de vie individuelle est meilleure pour des paramètres tels que la satisfaction de la vie, l'état de santé dont ils font état, la régularité de l'exercice physique et la capacité à joindre les deux bouts. Ils ont également une vision plus positive de la qualité de la société, comme en témoigne leur degré de satisfaction à l'égard de la démocratie dans leur pays et de la situation économique. Ils se rapprochent de leurs concitoyens vivant en dehors des capitales sur la question des services publics, même s'ils ont des opinions différentes concernant les différents services : les habitants des capitales notent mieux

Tableau 1 : indicateurs de qualité de vie - comparaison entre les capitales et le reste du pays, 2016

	Score moyen des capitales	Score moyen du reste du pays	Différence entre la capitale et le reste du pays	Écarts entre les capitales et le reste du pays	
				Mieux dans les capitales (nº)	Moins bien dans les capitales (nº)
Qualité de vie					
Satisfaction de la vie (de 1 à 10)	6,9	6,8	0,16	8	2
Difficulté à joindre les deux bouts (%)	41 %	46 %	-5 pp	13	6
Insécurité en matière de logement (%)	28 %	23 %	5 pp	4	14
Faible résilience (%)	14 %	17 %	-4 pp	11	2
Optimisme quant à l'avenir (%)	64 %	67 %	-3 pp	7	0
Qualité de la société					
Satisfaction à l'égard de la démocratie (de 1 à 10)	5,4	5,1	0,28	15	3
Satisfaction à l'égard de la situation économique (de 1 à 10)	5,0	4,7	0,27	12	2
Confiance dans les institutions nationales (de 1 à 10)	5,1	5,0	0,10	10	3
Confiance dans les autorités locales (de 1 à 10)	5,4	5,5	-0,09	7	8
Qualité des services publics					
Satisfaction à l'égard des services publics (de 1 à 10)	6,0	6,1	-0,07	6	10

Remarques: *Ayant été arrondis, les chiffres de la colonne « Différence entre la capitale et le reste du pays» ne sont pas précis. Les écarts entre les capitales et le reste du pays ne sont indiqués que pour les différences statistiquement significatives. pp = points de pourcentage.*

certains services, tels que les transports publics et les soins de santé, que le reste de la population, tandis qu'ils ont tendance à se montrer plus critiques à l'égard d'autres, tels que l'éducation.

Il n'est pas surprenant que les habitants des capitales fassent plus souvent état des inconvénients typiques de la vie urbaine tels que la mauvaise qualité de l'air, les nuisances sonores, les encombrements de la circulation, les déchets dans les rues et l'insécurité après la tombée de la nuit. Aucune image cohérente n'apparaît concernant des indicateurs tels que la perception de l'exclusion sociale ou le taux de bénévolat, dont on sait qu'ils diffèrent selon le milieu socio-économique.

Qualité de vie individuelle : Paramètre pour lequel les capitales se classent au premier rang

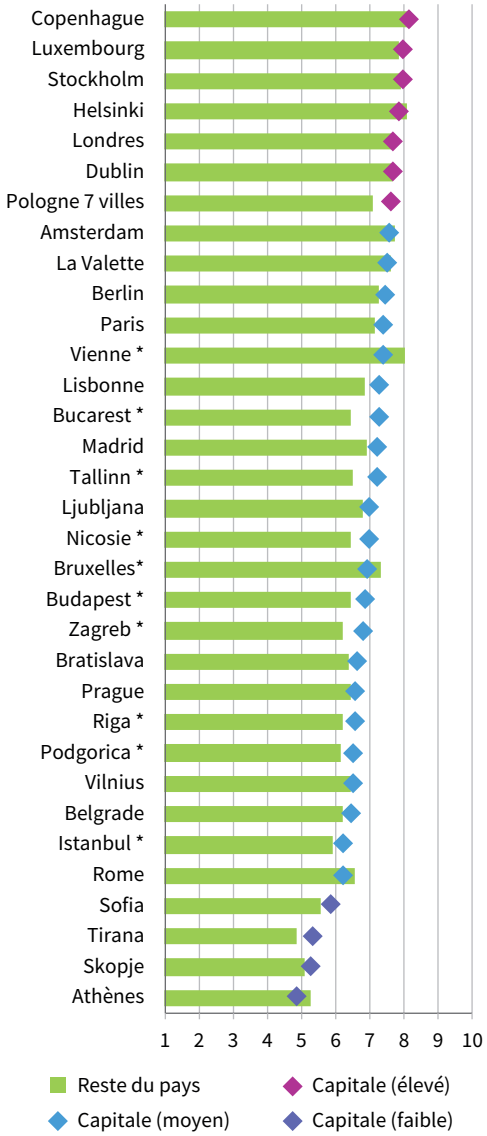
Satisfaction de la vie et contexte national

Dans l'ensemble, la satisfaction de la vie des habitants des capitales est proche ou supérieure à celle de ceux qui n'y vivent pas (graphique 1). Les capitales Bruxelles et Vienne se distinguent par leur sous-performance par rapport au reste du pays (même si les raisons peuvent varier). Il convient de relativiser la sous-performance de ces capitales car le reste du pays enregistre des performances élevées. En effet, la satisfaction de la vie est supérieure à la moyenne de l'Union (7,1) dans le reste de l'Autriche (8,1) et dans le reste de la Belgique (7,4).

Les données montrent également des différences entre les villes d'un même pays, avec quelques cas notables dans lesquels la satisfaction de la vie est moins élevée dans la capitale que dans la deuxième plus grande ville, comme à Rome, qui est moins performante que Milan, et à Berlin, qui l'est moins que d'autres zones urbaines allemandes.

Les inégalités frappant les régions au sein de l'Union et les disparités entre régions au sein des États membres, lesquelles semblent dépasser les différences transnationales entre les États membres, suscitent de plus en plus d'inquiétudes. Selon certaines hypothèses, les grandes villes sont devenues des acteurs indépendants pour déterminer les conditions de vie de leurs habitants et les villes se profilent comme des acteurs internationaux opérant

Graphique 1 : scores de satisfaction de la vie: les capitales comparées au reste du pays, 2016



Remarques: *La satisfaction de la vie est mesurée sur une échelle allant de 1 (très insatisfait) à 10 (très satisfait). Dans ce graphique et les suivants, * indique que la différence entre la capitale et le reste du pays est statistiquement significative à p<0,05. Le niveau moyen est une fourchette comprise dans la distance moyenne de la valeur moyenne (+/- 1 écart-type); les autres niveaux sont supérieurs ou inférieurs à cette distance.*

au-delà des frontières de leurs États-nations. Il ressort néanmoins des résultats de l'ensemble des pays de l'Union et des pays candidats présentés dans le graphique 1 que, dans la plupart des capitales, le niveau de bien-être est plus proche du niveau national que du niveau des capitales d'autres pays, constat qui sera corroboré par d'autres indicateurs. À l'inverse, il existe de grandes différences dans la satisfaction de la vie selon les pays et les capitales. Les résultats obtenus ici présupposent qu'une grande partie de la variabilité régionale est liée au contexte national.

Les habitants des capitales sont-ils plus résilients ?

Au lendemain de la grande récession qui a frappé de nombreux États membres au cours de la période 2008-2013, un intérêt croissant se manifeste pour le renforcement de la résilience – à savoir la capacité à faire face aux périodes difficiles – des citoyens et des sociétés.

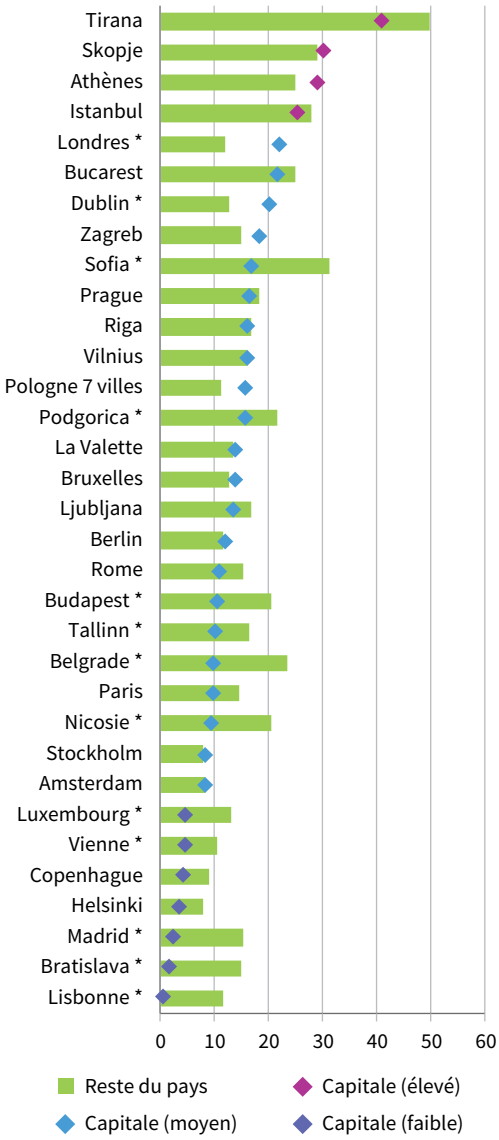
L'EQLS 2016 comprenait deux éléments permettant de cerner la résilience des individus, en leur demandant :

- s'ils éprouvaient des difficultés à faire face aux problèmes importants survenant dans leur vie;
- s'il leur fallait beaucoup de temps pour rétablir leur situation normale lorsque les choses tournaient mal.

Les personnes qui répondent affirmativement à ces deux questions sont considérées comme ayant une faible résilience.

Generally, capital cities have lower proportions En général, les capitales comprennent une proportion plus faible de personnes déclarant avoir une faible résilience par rapport au reste du pays (graphique 2). Il existe deux exceptions notoires, Dublin et Londres. Ces deux villes dépassent largement la moyenne de l'Union, qui s'élève à 14 %, et les chiffres du reste du pays. Elles connaissent toutes deux une pénurie de logements abordables et le coût de la vie y est élevé. Ces deux capitales ont des populations de personnes nées à l'étranger relativement importantes, mais ces populations connaissent des situations matérielles diverses et leur présence n'explique pas nécessairement les obstacles à la résilience dans ces villes. Á Londres par exemple, les personnes d'origine étrangère (UE et non UE) ont tendance à avoir des difficultés à joindre les deux bouts et font état d'une faible résilience, plus que les Londoniens nés au Royaume-Uni.

Graphique 2 : faible résilience (%): les capitales comparées au reste du pays, 2016



Remarques: *la faible résilience est mesurée par le pourcentage de personnes qui admettent ou insistent sur le fait qu'elles éprouvent des difficultés à faire face à des problèmes importants et qu'il leur faut beaucoup de temps pour rétablir leur situation après avoir connu des difficultés. Pour en savoir plus sur l'interprétation du tableau, voir les remarques du graphique 1.*

La population de Dublin née à l'étranger comporte une forte proportion de citoyens de l'UE mobiles; ceux-ci sont moins nombreux à déclarer avoir une faible résilience et des difficultés à joindre les deux bouts que les Dublinois nés en Irlande[1].

Qu'est-ce qui rend les gens résilient ?

La résilience est liée au niveau de difficultés qu'une personne rencontre, qu'il s'agisse de faibles revenus, de chômage, d'un mauvais état de santé ou de l'absence de personnes de soutien susceptibles de fournir une aide. L'ampleur de certaines de ces difficultés varie considérablement d'un pays à l'autre, de même que les niveaux de résilience individuelle dont il est fait état. Par exemple, selon une étude de la Commission européenne (2019), 6 % de la population de l'Union déclare ne disposer ni d'une ressource ni d'une stratégie adaptée sur laquelle s'appuyer en cas de baisse importante des revenus. Ceci dit, des différences géographiques apparaissent dans ces statistiques : la probabilité de ne pas disposer d'une stratégie de réaction est deux fois plus élevée en Europe du sud et de l'est qu'en Europe du nord et de l'ouest.

Indépendamment des grandes différences entre les pays et des disparités socio-économiques entre les groupes sociaux (y compris le fait que le revenu moyen est plus élevé dans les capitales), les capitales semblent offrir quelque chose à leurs habitants qui renforce leur confiance dans leur capacité à faire face à l'adversité. Cette constatation se révèle particulièrement vraie concernant la capacité à gérer des problèmes importants, ce que les habitants des villes sont moins susceptibles de trouver difficile.

Le graphique 3 montre l'influence de différents facteurs sur la faible résilience. Il indique que le fait d'appartenir à une tranche d'âge supérieure à 18-24 ans augmente les chances de signaler une faible résilience, tandis que le fait d'avoir suivi un enseignement supérieur est l'un des facteurs qui a l'incidence la plus positive sur la résilience. Ces deux résultats jouent en faveur des capitales car leur effectif démographique comprend plus de jeunes et de personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé. La précarité en matière de logement compromet cependant la capacité des individus à faire face aux problèmes et est associée à une faible résilience. Ce facteur ne joue pas en faveur des capitales, étant donné que la proportion d'habitants confronté à la précarité en matière de logement y est plus élevée.

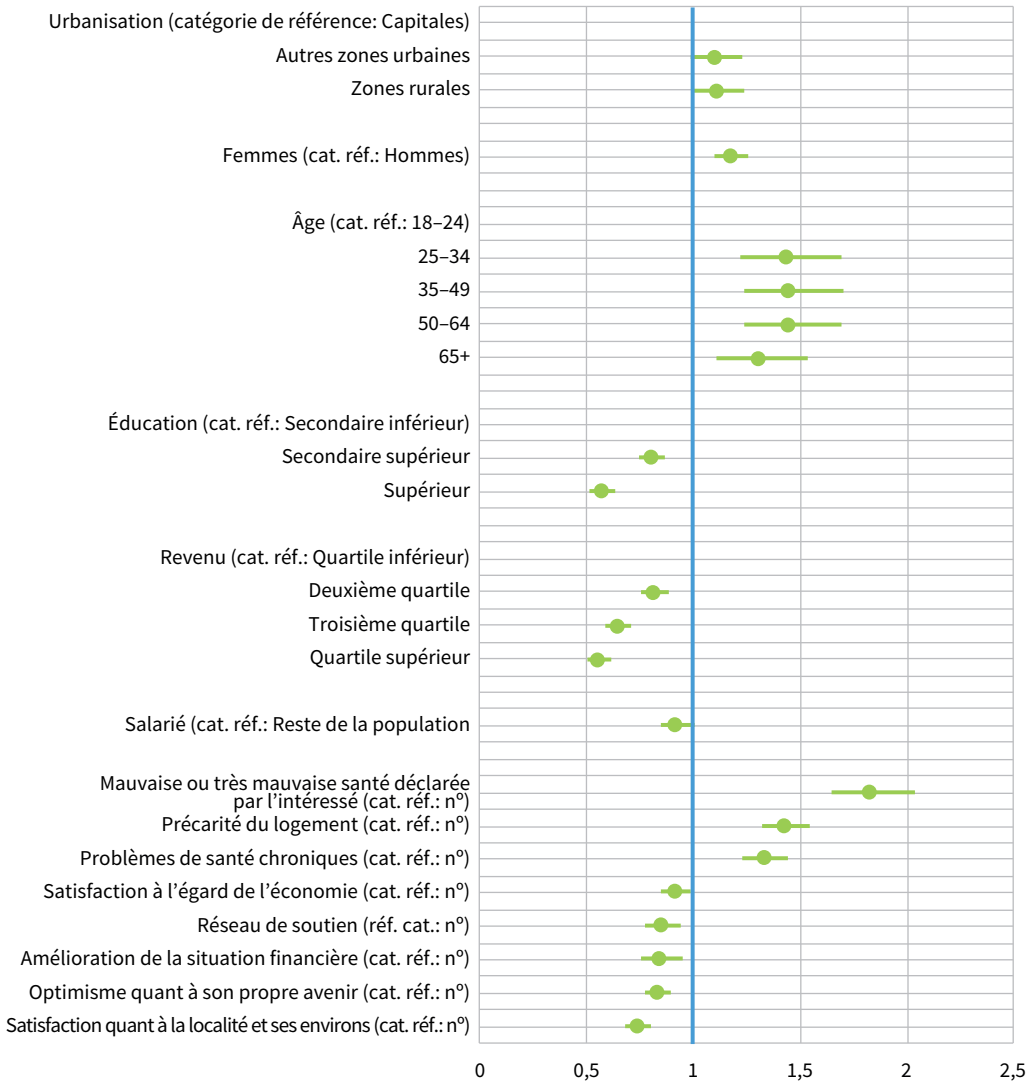
Intuitivement, il semblerait que l'optimisme quant à l'avenir devrait être l'expression d'une attitude résiliente mais le graphique 3 indique que les ressources humaines et économiques individuelles (niveau d'éducation plus élevé, revenus plus élevés et bonne santé) ont un effet plus important.

En outre, il n'est pas aisé d'établir des relations entre la résilience et des formes de capital social. Les niveaux de bénévolat dans les capitales par rapport à d'autres zones urbaines ou rurales, par exemple, ne semblent pas dessiner de tendance entre les pays. Et si le sentiment de proximité avec les habitants de son quartier est plus faible parmi les populations urbaines, ce sentiment est moins important pour le sentiment d'inclusion sociale des citadins par rapport à la population rurale.

Ces résultats indiquent qu'un autre facteur latent, potentiellement lié à la possibilité d'améliorer sa situation économique et son niveau de vie, pourrait expliquer pourquoi les capitales sont sources d'une plus grande résilience. L'emploi a davantage progressé dans les capitales et leurs agglomérations et un plus grand nombre de postes bien rémunérés y a été créé après la crise, comme le décrit l'observatoire européen de l'emploi 2019, mais les prochaines études devront déterminer si seules les perspectives économiques génèrent la résilience et si cet «effet d'aubaine» s'étend au-delà des personnes qui travaillent. Parmi les autres facteurs d'influence figure la densité des organisations qui peuvent soutenir les personnes dans le besoin.

1 Les échantillons de la plupart des villes de l'EQLS 2016 étaient insuffisants pour ventiler les données obtenues de façon fiable, mais pour Dublin et Londres, le nombre de répondants permettait l'exploitation des données.

Graphique 3 : Facteurs de probabilité de faible résilience



Remarques: *résultats de l'analyse de régression logistique. Voir remarques du graphique 2 pour une définition de la faible résilience; voir encadré 1 pour en savoir plus sur l'interprétation du tableau.*

Encadré 1 : Interprétation des graphiques 3, 6 et 7

Les graphiques 3, 6 et 7 présentent les résultats d'analyses visant à évaluer la manière dont la faible résilience, la satisfaction à l'égard de la démocratie et la qualité perçue des services publics, respectivement, sont affectées par différentes variables. Pour chaque variable, l'analyse sélectionne une catégorie de réponses, appelée catégorie de référence, et compare le rapport entre les autres catégories de réponses et la catégorie de référence. Notons que pour les huit dernières variables de chaque graphique, la catégorie de référence est celle des répondants qui ne déclarent pas la caractéristique en question. Les résultats tiennent compte des différences entre les pays.

Dans le graphique 3, les résultats sont exprimés sous forme de rapports de côtes. Par exemple, pour l'éducation, la catégorie de référence est l'enseignement secondaire inférieur, et les répondants ayant fait des études supérieures sont deux fois moins susceptibles (rapport de cotes

de 0,57) que les répondants ayant suivi un enseignement secondaire inférieur de faire état d'une faible résilience. Dans les graphiques 6 et 7, les résultats montrent l'incidence de chaque catégorie de réponse par rapport à la catégorie de référence. Par exemple, le graphique 6 montre que la satisfaction à l'égard de la démocratie est supérieure de 2,4 points chez les répondants satisfaits de l'économie comparé à ceux qui ne le sont pas.

Une valeur à droite de la ligne bleue indique que la variable a une incidence positive, tandis qu'une valeur à gauche indique une incidence négative. Les barres vertes qui partent de chaque point indiquent les intervalles de confiance à 95 %.

Qualité de la société : Qui a le plus confiance dans la démocratie et les institutions?

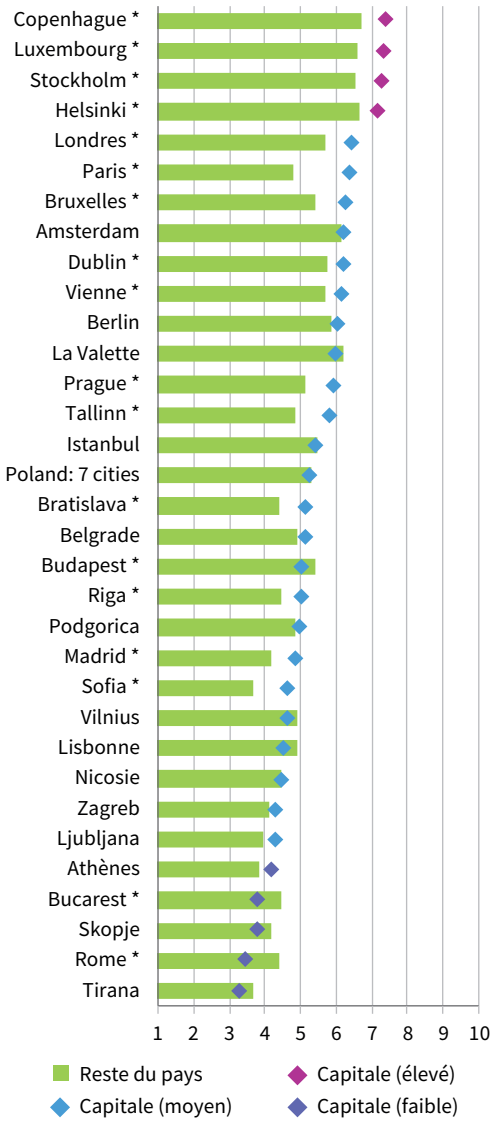
To assess how peoplPour évaluer la façon dont les gens perçoivent la qualité de leur société, cette section examine deux marqueurs :on looks at two markers:

- le degré de satisfaction des citoyens quant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays
- le degré de confiance qu'ils accordent aux institutions, tant locales que nationales.

La satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans son pays est beaucoup plus élevée dans la plupart des capitales que dans le reste du pays, comme l'indique le nombre d'écarts statistiquement significatifs dans le graphique 4 (voir également tableau 1). La différence de satisfaction à l'égard de la démocratie est particulièrement importante pour Paris, Sofia, Bruxelles, Prague et Londres.

Il existe des exceptions à cette tendance, lesquelles reflètent les divisions nationales en matière d'appartenance politique entre les capitales et les autres parties du pays. La satisfaction à l'égard de la démocratie est donc nettement plus faible dans des capitales telles que Bucarest, Budapest et Rome. Lors de l'analyse de la deuxième mesure, la confiance dans les institutions, cet écart apparaît clairement pour Istanbul, Podgorica et La Valette en ce qui concerne la confiance moyenne accordée aux institutions nationales.

Graphique 4 : Satisfaction à l'égard de la démocratie: Les capitales comparées au reste du pays, 2016



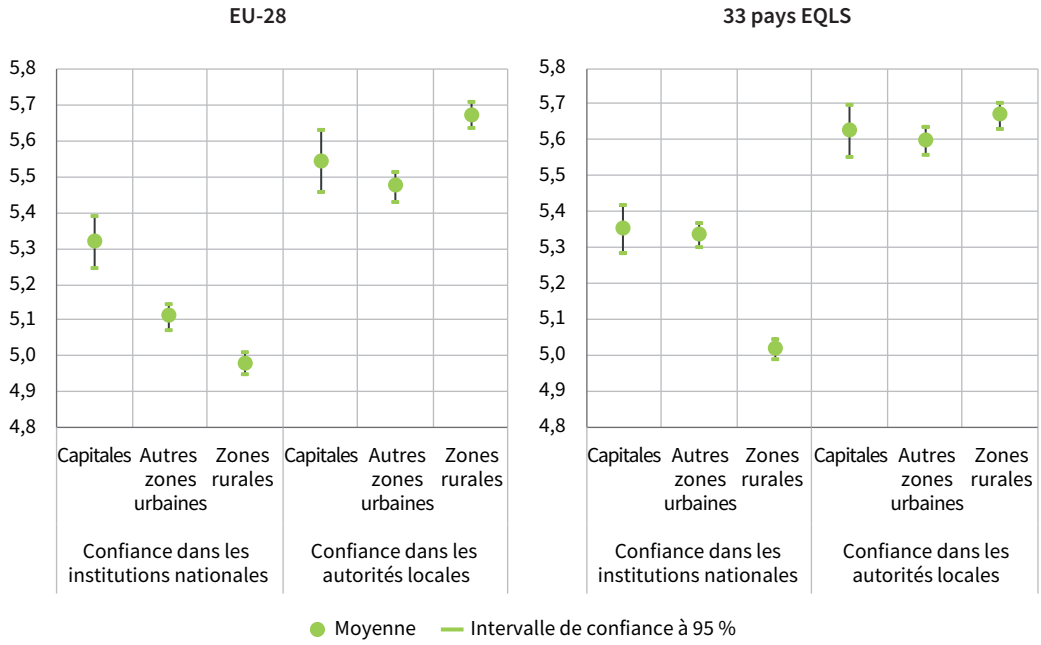
Remarques: *La satisfaction à l'égard de la démocratie est mesurée sur une échelle allant de 1 (très insatisfait) à 10 (très satisfait). Pour en savoir plus sur l'interprétation du tableau, voir les remarques du graphique 1.*

Même si, dans toute l'Union, la population a majoritairement tendance à accorder une plus grande confiance aux autorités locales qu'aux institutions nationales, il existe des différences entre les habitants des capitales et le reste de la population. Tant dans l'Union que dans les 33 pays de l'EQLS, les populations urbaines (des capitales et autres centres urbains) ont tendance à témoigner une plus grande confiance aux institutions nationales que les habitants des zones rurales (graphique 5). Toutefois, dans l'Union uniquement, les habitants des capitales ont davantage confiance dans les institutions nationales que les autres populations urbaines et rurales. Si l'on examine les écarts entre la confiance accordée aux autorités locales et celle accordée aux institutions nationales, on constate que l'écart le plus important concerne les populations rurales qui ont le plus confiance dans les premières et le moins confiance dans les secondes.

Ces résultats soulèvent des questions sur les disparités entre les grands centres urbains et les provinces potentiellement en difficulté et questionnent l'opportunité d'apporter des réponses politiques à des problématiques situées au-delà des simples ressources économiques et d'inclure des questions de représentation démocratique et institutionnelle ?

Nous savons que la confiance accordée aux institutions est liée aux ressources individuelles, telles que l'enseignement supérieur et de meilleurs revenus (voir le rapport d'Eurofound intitulé «Changement de société et confiance dans les institutions»). En revanche, nous ne savons pas si ces caractéristiques individuelles constituent les facteurs décisifs qui confèrent aux capitales un avantage sur le reste du pays en ce qui concerne la perception de la qualité de la société ou si d'autres avantages entrent en jeu.

Graphique 5 : Confiance dans les institutions nationales et les autorités locales : Comparaison entre les capitales, les autres zones urbaines et les zones rurales, 2016



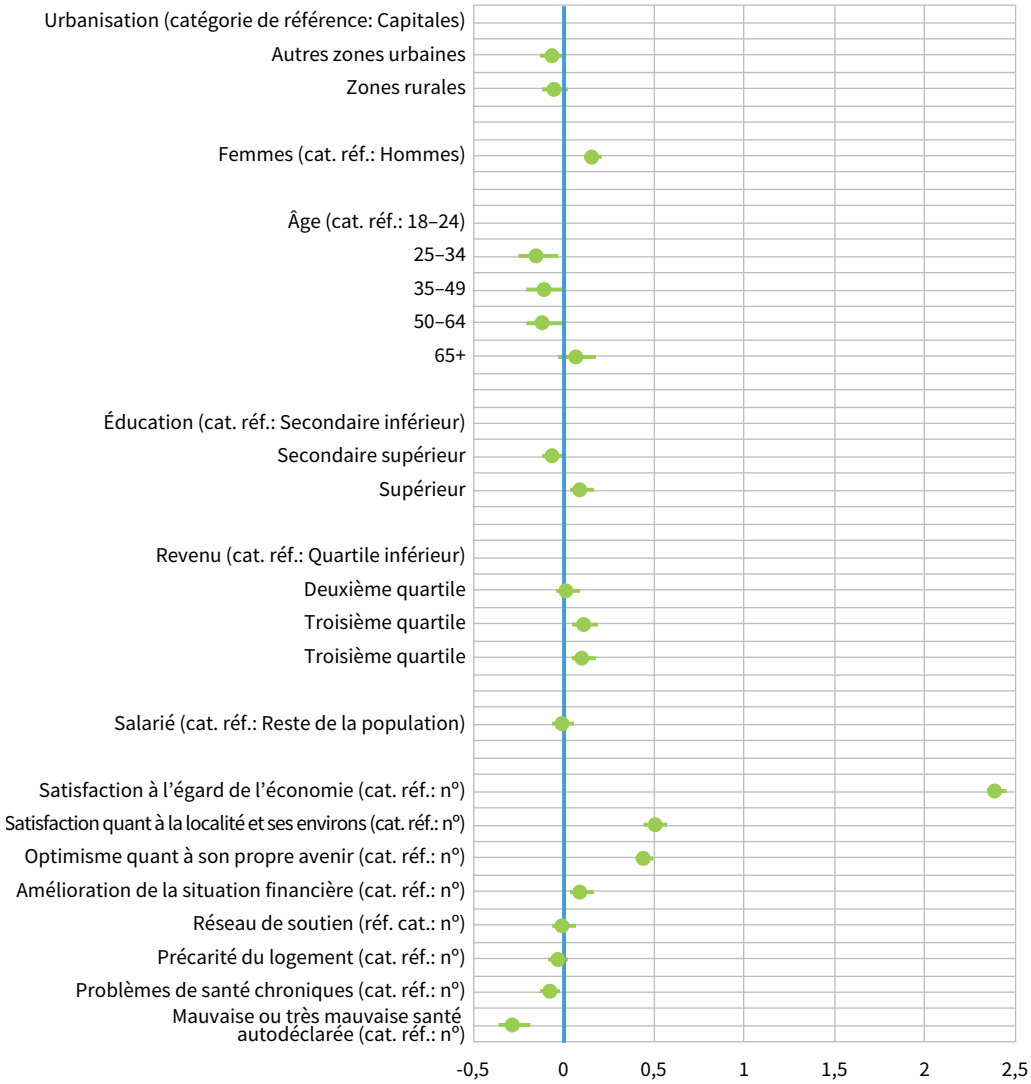
Remarques: *la confiance est mesurée sur une échelle allant de 1 (absence totale de confiance) à 10 (confiance totale). Les institutions nationales comprennent le parlement, le gouvernement, la police, le système judiciaire et les médias.*

En ce qui concerne la satisfaction d'une personne quant au fonctionnement de la démocratie dans son pays, des recherches récentes ont mis en évidence l'importance de la satisfaction à l'égard de l'économie (Quaranta et Martini, 2016). En outre, les attentes concernant l'amélioration future du bien-être économique d'une personne comptent, et pas seulement les évaluations actuelles ou rétrospectives, (Loveless et Binelli, 2018).

L'analyse des données de l'EQLS confirme l'existence d'une forte corrélation entre la satisfaction à l'égard de l'économie et la satisfaction à l'égard de la démocratie ; elle révèle également une relation entre l'optimisme quant à l'avenir et la satisfaction à l'égard de la démocratie (graphique 6).

Une analyse plus approfondie indique que la satisfaction à l'égard de l'économie, l'optimisme quant à l'avenir et le contexte sociodémographique sont les motifs fondamentaux pour lesquels les répondants

Graphique 6 : Facteurs influant sur la satisfaction à l'égard de la démocratie



Remarques: *Résultats de l'analyse de régression linéaire. Voir encadré 1 pour en savoir plus sur l'interprétation du tableau.*

dans les capitales font preuve d'un niveau de satisfaction plus élevé à l'égard de la démocratie que les personnes vivant dans d'autres zones urbaines et rurales d'un pays. En outre, la confiance moyenne dans les institutions est fortement liée à la qualité perçue des services publics ainsi qu'à l'optimisme quant à l'avenir ressenti par toutes les populations, qu'elles vivent dans la capitale ou dans d'autres zones urbaines et rurales. Ces résultats suggèrent que pour développer la qualité de la société, un certain degré de sécurité économique et sociale est nécessaire.

Les disparités dans la perception de la qualité de la société entre les capitales et le reste du pays sont importantes par rapport aux autres indicateurs examinés dans la présente note. Les résultats indiquent que ces disparités pourraient être réduites en revoyant la manière dont l'économie bénéficie à des groupes particuliers de la société, y compris en fonction de la géographie, et en façonnant les perspectives d'avenir individuelles, afin d'établir le fondement d'une attitude optimiste dans ces groupes.

Qualité des services publics : Un autre paradoxe urbain ?

L'écart entre certains avantages des grandes villes et les inconvénients qu'elles présentent pour les habitants a été qualifié de « paradoxe urbain ». Par exemple, dans les villes, certains groupes de la population ont un niveau d'instruction très élevé et bénéficient de meilleures perspectives d'emploi tandis que d'autres peuvent être très pauvres et se caractériser par des niveaux de criminalité ou de violence plus élevés.

Autre exemple du paradoxe urbain : dans les capitales, la qualité des services publics est perçue comme moins élevée. Après une analyse approfondie au niveau individuel, il semble que le fait de résider dans une grande ville soit lié à une moindre satisfaction à l'égard des services publics (graphique 7). Ce résultat est assez surprenant, étant donné que les capitales ont tendance à concentrer les ressources économiques et institutionnelles ainsi que les compétences et l'innovation ; on pourrait dès lors s'attendre à une meilleure offre de services de qualité. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer si l'évaluation moyenne masque d'autres facteurs tels que les inégalités au sein des trois catégories d'urbanisation abordées ici ou la qualité de certains services spécifiques.

Services de santé

Une précédente enquête d'Eurofound a mis en évidence des différences entre les zones urbaines et rurales dans la perception de la qualité des services de santé et de soins (voir le rapport intitulé «Qualité des services de santé et de soins»). Les populations urbaines sont en moyenne moins susceptibles de rencontrer des difficultés financières pour y accéder. En outre, la perception de la qualité globale des services de santé et de soins est moins différenciée en fonction du revenu dans les populations urbaines que dans les populations rurales où l'écart de qualité perçue entre les pauvres et les riches est plus important.

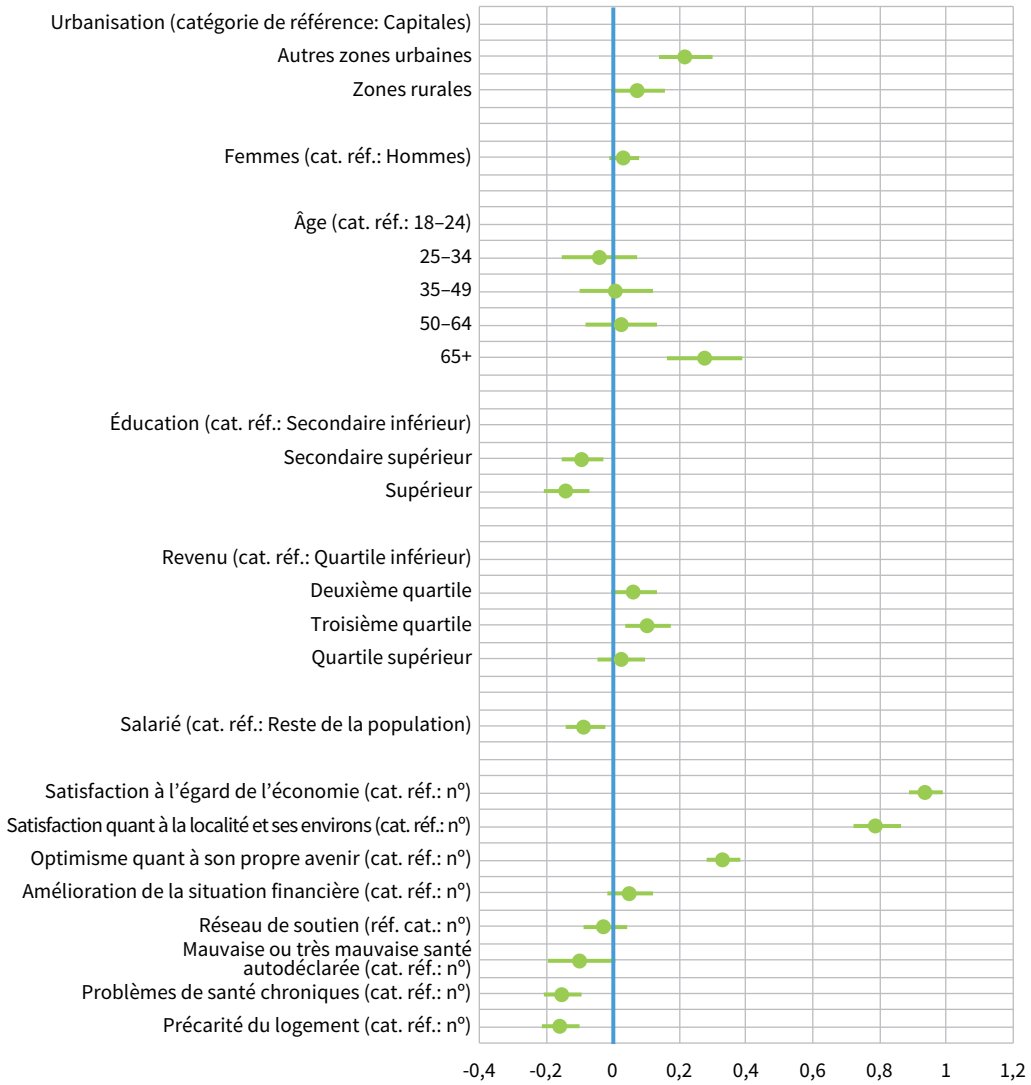
La qualité perçue des services de santé varie selon les pays, les capitales étant plus performantes dans certains pays et accusant un retard dans d'autres. Toutefois, la perception de la carence d'équité (perception de la corruption et de l'inégalité de traitement), dont il a été démontré qu'elle réduit l'évaluation générale de la qualité, tend à être plus élevée en milieu urbain.

Éducation

Dans le cas du système éducatif, l'évaluation moyenne de la qualité donnée par les habitants des 33 capitales (6,5) est inférieure à celle donnée par les habitants hors des capitales (6,7). En outre, il y a plus de villes dans lesquelles la qualité de l'éducation est classée comme plus faible que de villes dans lesquelles elle est classée comme plus importante (10 contre 4, respectivement) par rapport au reste du pays.

Ce résultat contraste avec la tendance générale des étudiants des zones urbaines à obtenir de meilleurs résultats que les étudiants des zones rurales (OCDE, 2012). Il est cependant conforme au constat que les personnes d'un niveau d'éducation supérieur se montrent plus critiques au sujet du système d'éducation (comme c'est également le cas pour l'évaluation moyenne des services publics, illustrée dans le graphique 7). Les capitales ont également tendance à compter une plus

Graphique 7 : Facteurs affectant l'évaluation moyenne de la qualité des services publics



Remarques: *résultats de l'analyse de régression linéaire. Voir encadré 1 pour en savoir plus sur l'interprétation du tableau. L'évaluation moyenne de la qualité est basée sur les évaluations attribuées par les répondants sur une échelle allant de 1 (note la plus basse) à 10 (note la plus élevée) pour sept types de services : les services de santé, le système éducatif, les transports publics, les services de garde d'enfants, les services de soins de longue durée, le logement social et le régime public de retraite.*

grande proportion de personnes pratiquant l'apprentissage tout au long de la vie (formation à des fins professionnelles ou non professionnelles), ce qui peut être lié à la fois à une plus grande proportion de jeunes dans les villes et aux possibilités qui y sont offertes.

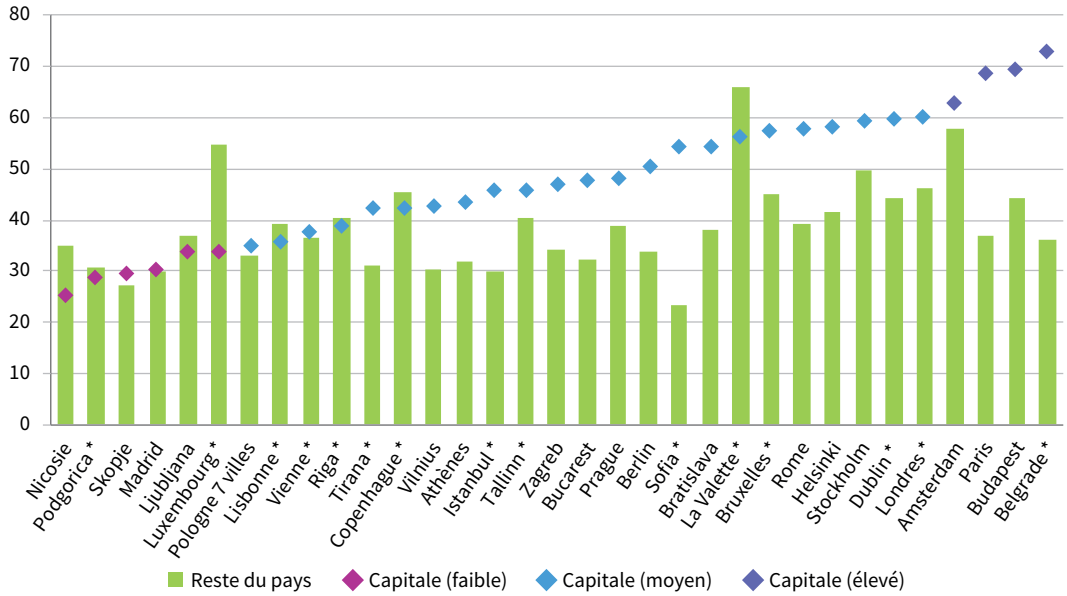
Transports publics et autres services publics

En ce qui concerne l'évaluation de la qualité des services dans les capitales et dans le reste du pays, l'écart le plus important est observé dans le domaine des transports publics. La qualité des transports publics est généralement jugée meilleure dans les capitales, avec un score moyen de 6,8 pour les 33 villes contre 6,4 pour le reste du pays.

Les habitants des capitales affirment généralement bénéficier d'un bien meilleur accès aux équipements culturels (tels que le cinéma et le théâtre).

En revanche, les citadins sont plus susceptibles de signaler des problèmes de mauvaise qualité de l'air. Dans le rapport de synthèse de l'EQLS 2016, Eurofound a constaté une nette augmentation des perceptions de la mauvaise qualité de l'air chez les habitants des villes en 2016 par rapport à 2011. Ce phénomène peut indiquer que la population est de plus en plus consciente de ce fait et qu'elle porte un intérêt croissant à l'amélioration de la qualité de l'environnement en milieu urbain. Les citadins sont également plus susceptibles de signaler des problèmes liés au manque d'accès aux aires de loisirs ou aux espaces verts, aux déchets, aux nuisances sonores, aux encombrements de la circulation et au temps consacré aux trajets entre le domicile et le travail (graphique 8). Par rapport aux autres zones urbaines et aux zones rurales, les plus grandes villes tendent à se démarquer encore plus à cet égard.

Graphique 8 : Durée moyenne des trajets quotidiens (en minutes): Les capitales comparées au reste du pays, 2016



Remarques: *Le niveau moyen est une fourchette comprise dans la distance moyenne de la moyenne (+/- 1 écart-type); les autres niveaux y sont supérieurs ou inférieurs.*

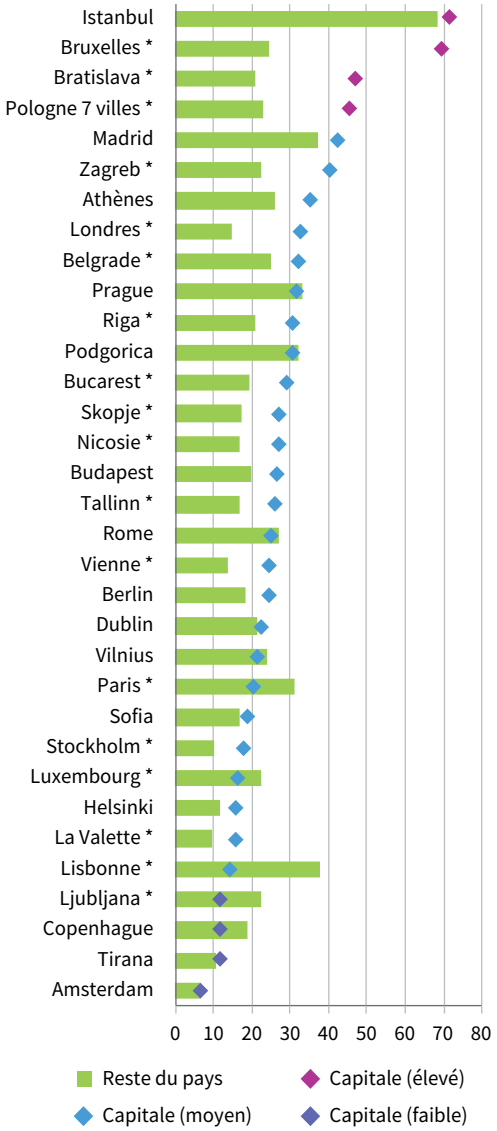
Logement

La précarité du logement constitue un autre indicateur reflétant la pression croissante qui pèse sur les conditions de vie dans les pays européens. Ce concept englobe la part de la population estimant possible de devoir quitter son logement parce qu'elle ne peut plus faire face à son coût. La proportion de la population totale ne bénéficiant pas d'une sécurité absolue en matière de logement a augmenté dans l'EU28, passant de 18 % en 2011 à 24 % en 2016.

La précarité du logement semble être un fléau dans la plupart des capitales, qui accusent un retard nettement plus marqué par rapport au reste du pays pour cet indicateur que pour tout autre indicateur examiné (graphique 9; tableau 1).Cela est vrai même si l'enquête ne couvre pas les sans-abri, qui sont surreprésentés dans les grandes villes. Les données de l'EQLS sur les villes autres que la capitale sont limitées mais elles indiquent que la précarité du logement tend à constituer un problème dans toute grande ville dont le PIB est élevé par rapport à la moyenne nationale. À Milan, par exemple, 46 % des habitants sont confrontés à la précarité du logement contre 25 % à Rome ; Milan obtiendrait en revanche un score plus élevé que Rome pour un certain nombre d'indicateurs de la qualité de vie.

Les personnes qui louent une habitation dans le parc privé et les personnes en situation de pauvreté signalent beaucoup plus souvent la précarité du logement (voir note d'orientation intitulée «Insécurités sociales et résilience»). Cette proportion est un peu plus faible chez les personnes vivant dans des logements sociaux ou municipaux et chez les propriétaires d'un logement sans prêt immobilier. Bien que ces derniers types d'habitation n'empêchent pas totalement l'insécurité en matière de logement, ils peuvent expliquer certaines des variations observées entre les pays et les villes ; la législation sur les droits des locataires et d'autres politiques peuvent également être pertinentes.

Graphique 9 : Précarité du logement (%) : les capitales comparées au reste du pays, 2016



Remarques: *La précarité en matière de logement est le pourcentage de répondants qui n'ont pas répondu « très improbable» lorsqu'il leur a été demandé quel était selon eux le degré de probabilité qu'ils auraient à quitter leur logement dans les six prochains mois faute de pouvoir en acquitter le loyer. Pour en savoir plus sur l'interprétation du tableau, voir les remarques du graphique 1.*

La hausse des prix du logement et le fait qu'ils soient de moins en moins abordables, en particulier dans les grandes villes, ont fait l'objet d'une attention accrue ces dernières années. L'augmentation du volume de capitaux institutionnels, tant à l'échelle nationale qu'internationale, investi dans le secteur résidentiel compte parmi les facteurs qui influent sur le coût et la disponibilité. Comme le font remarquer van Doorn et ses collègues de l'Urban Land Institute, cette situation est différente de la période d'avant-crise, où les investissements institutionnels étaient dirigés prioritairement vers l'immobilier commercial.

Ces chercheurs décrivent ensuite les mesures suggérées pour améliorer l'accessibilité financière des logements dans les villes, y compris l'augmentation de l'offre, la révision de la législation nationale afin d'améliorer la planification, et le recours aux nouvelles technologies en vue d'accélérer la construction. La promotion d'un éventail diversifié de solutions de logement pourrait répondre aux besoins de divers groupes de revenus, catégories sociales et types de foyer. Il est essentiel d'y inclure le développement de logements collectifs urbains de qualité, à usage mixte, bien connectés et intégrés aux environnements urbains.

Orientations politiques

Étant donné que leur part des populations nationales et du PIB augmente et qu'elles se sont redressées plus rapidement après la crise économique, les capitales suscitent un intérêt croissant dans le débat politique, économique et social. Les données relatives à la qualité de vie complètent les données disponibles sur les capitales et montrent qu'elles comportent des avantages par rapport au reste d'un pays en termes de bien-être individuel et de qualité de la société. Les capitales sont donc des «villes phares», non seulement pour des raisons économiques, mais également parce qu'elles sont des pôles d'institutions et de réseaux sociétaux. Le défi politique consiste à trouver comment encourager leur progrès et développer leur potentiel d'innovation, tout en veillant à ce que la société dans son ensemble en profite également.

Les capitales peuvent fournir les solutions déterminantes pour augmenter la résilience personnelle.

Les éléments de l'analyse suggèrent qu'il existe un «effet capitale», qui signifie que la plupart des capitales accueillent une plus grande part de personnes qui ont foi dans leur capacité à faire face aux difficultés. L'identification des origines de cette résilience permet d'envisager la création ou la reproduction des environnements dans lesquels les gens se sentent résilients ou disposent des ressources appropriées pour faire preuve de résilience face aux chocs sociaux et économiques. Les prochaines études devront encore recueillir les données nécessaires et examiner les types de perspectives qui déterminent pourquoi les habitants des capitales se sentent plus résilients qu'ailleurs et dans quelle mesure cet «effet d'aubaine» s'étend au-delà de l'emploi et des facteurs économiques.

La lutte contre la précarité en matière de logement est un moyen de soutenir la résilience individuelle.

Il est important de lutter contre la précarité en matière de logement dans les grandes villes, et pas uniquement parce qu'elle y est plus répandue qu'ailleurs. La précarité du logement met à mal la confiance des gens dans leur capacité à faire face aux difficultés ; les décideurs politiques doivent dès lors accorder plus d'attention à cette question. L'amélioration de la sécurité du logement renforcerait la capacité de chacun à se rétablir après les chocs socio-économiques et favoriserait la résilience des villes. Les recommandations des experts pour améliorer l'accessibilité financière du logement (qui n'est qu'une des dimensions de la sécurité du logement) comprennent la stimulation de l'offre de logements, l'amélioration de la planification et de la législation et l'investissement dans les progrès technologiques de la construction. Les urbanistes et les décideurs doivent pourvoir aux besoins des populations dans les villes dans toute leur diversité afin d'assurer une bonne intégration des communautés urbaines.

D'un point de vue géographique, le fossé relatif à la confiance dans la démocratie et les institutions est considérable.

Les données de la plupart des pays montrent de grands écarts entre les villes et les zones rurales en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la démocratie et la confiance dans les institutions nationales, deux marqueurs de la qualité d'une société. Même si des exceptions existent, les capitales ont des atouts dans ces deux domaines. Les disparités concernant la qualité perçue de la société entre les personnes vivant dans des capitales et en dehors de celles-ci, considérables dans certains cas, sont liées à des différences socio-économiques, y compris les revenus. Par conséquent, la lutte contre ces disparités doit tenir compte de la manière dont l'économie globale bénéficie à des groupes spécifiques de la société, y compris dans une perspective géographique, et être axée sur la création de perspectives d'avenir individuelles positives, établissant ainsi le fondement d'une attitude optimiste dans ces groupes. Pour relever les défis du populisme en politique, il est essentiel de mieux comprendre pourquoi et comment les institutions nationales semblent plus dignes de confiance à certains groupes de personnes (comme celles qui vivent dans les capitales). Cette compréhension pourrait également être pertinente dans le cadre du projet européen, étant donné que, dans de nombreux pays, le niveau de confiance envers l'Union augmente ou diminue parallèlement à la confiance accordée aux institutions nationales.

La domination des capitales a des conséquences pour la cohésion territoriale.

TLe rapport conjoint de la Commission européenne et de l'ONU-Habitat intitulé «Rapport sur l'état des villes européennes, 2016», reconnaît que la vie en ville est une forme de vie plus économe en énergie à l'échelle des habitants; les maisons, par exemple, sont plus petites et les services publics sont plus proches. En outre, certains inconvénients ne nuisent pas nécessairement à l'opinion des gens sur certains services (les longs trajets domicile-travail, par exemple, ne nuisent pas à la satisfaction des gens à l'égard des transports publics). Les villes peuvent avoir un atout d'économie d'échelle pour créer et déployer des services attrayants et des technologies respectueuses de l'environnement, en plein essor dans la politique mondiale et européenne. Cela peut toutefois s'accompagner de défis bien connus : développement inégal et disparités croissantes; cela signifie qu'un débat plus large doit être poursuivi sur les formes optimales d'organisation spatiale et sur les types d'urbanisation.

Compte tenu des ressources sociales, démographiques et économiques des grandes villes, ainsi que de la plus grande résilience de leurs habitants, il est logique d'examiner comment ces villes pourraient jouer un rôle dans le développement régional. Plusieurs stratégies ont été définies pour renforcer la cohésion nationale ou régionale, y compris :

- transférer des ressources en subventionnant les régions laissées de côté afin d'accroître leur niveau d'emploi et leur production économique;
- renforcer les connexions entre les grandes villes et les régions adjacentes au moyen d'infrastructures et de liens économiques afin d'élargir les ensembles d'entreprises qui fonctionnent bien;
- investir dans des activités à haute valeur ajoutée dans des endroits qui manquent de développement – dans les faits, investir dans les facteurs de succès dont l'efficacité a été prouvée dans les grandes villes.

Une partie considérable du Fonds de cohésion de l'Union contribue à résoudre des problèmes spécifiques dans les régions périphériques, d'autres fonds structurels étant disponibles pour le développement régional, y compris afin de cibler les poches urbaines de pauvreté ou en déclin. Une plus grande attention pourrait être accordée à la réorganisation ou à la création de liens entre des unités territoriales dans le cadre du soutien à la recherche et à l'innovation politique. La transition vers une économie plus durable sur le plan environnemental pourrait inclure des mesures qui participent à l'inclusion des populations qui se trouvent actuellement à l'écart des principaux pôles économiques.

Un autre élément de réflexion concerne le niveau optimal que les mesures politiques devraient viser. Les instruments politiques et la pensée de l'Union se concentrent souvent sur les régions, définies comme des unités à un niveau administratif particulier (NUTS 2 ou NUTS 3). Dans le cas des villes et des agglomérations urbaines, des disparités tant géographiques que sociales peuvent exister, par exemple en ce qui concerne la résilience et les difficultés matérielles. Par conséquent, le développement continu de la dimension urbaine de la politique de cohésion après 2020 ainsi que la simplification proposée des règles, sont importants pour permettre une action politique souple et efficace.

Derrière chaque grande ville, il y a un grand pays.

Pour comprendre pleinement les résultats en matière de bien-être dans les capitales européennes, il importe de tenir compte des cadres politiques nationaux : même si de nombreuses capitales ont des atouts par rapport au reste de leur pays, leurs scores concernant plusieurs aspects de la qualité de vie sont plus proches des moyennes nationales que de ceux des villes d'autres pays. C'est le cas en ce qui concerne la satisfaction de la vie et de l'évaluation moyenne de la qualité des services publics. La marge de progrès des villes est donc limitée si elles recourent uniquement à des mesures à l'échelle urbaine ; le contexte national plus large joue un rôle dans une série de domaines essentiels à la qualité de vie, de la sécurité financière à la satisfaction à l'égard de la démocratie. Même au sujet des problèmes qui sont les plus présents dans les grandes villes, tels que l'accessibilité financière des logements et l'insécurité en la matière, les recommandations des experts font allusion à l'importance des politiques réglementaires nationales.

En résumé, dans un discours où les villes sont considérées comme des acteurs de plus en plus indépendants, il est important de ne pas perdre de vue les contextes nationaux de l'économie, des institutions démocratiques et de la politique sociale. Pour faire progresser la réflexion politique en vue d'améliorer le bien-être à long terme en Europe, il est essentiel de comparer et de comprendre les atouts des différents modèles politiques. L'Union est un excellent forum pour faciliter l'apprentissage croisé. L'inspiration pour l'élaboration des politiques pourrait venir de l'expérience des capitales et d'autres grandes villes, en fonction des atouts qu'elles possèdent, ainsi que des défis urgents auxquels elles sont confrontées.

Ressources

Toutes les publications d'Eurofound sont disponibles à l'adresse suivante : www.eurofound.europa.eu

Les résultats de l'EQLS par pays et les principales répartitions sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: www.eurofound.link/eqlsdata

Eurofound (2017), *European Quality of Life Survey 2016: Quality of life, quality of public services, and quality of society*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, disponible à l'adresse suivante: http://eurofound.link/ef1733.

Eurofound (2018a), *Local area aspects of quality of life: An illustrated framework*, working paper, Dublin.

Eurofound (2018b), *Social insecurities and resilience*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, disponible à l'adresse suivante: http://eurofound.link/ef18019.

Eurofound (2018c), Societal change and trust in institutions, Publications Office of the European Union, Luxembourg, disponible à l'adresse suivante: http://eurofound.link/ef18036.

Eurofound (2019), *Quality of health and care services in the EU*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, disponible à l'adresse suivante: http://eurofound.link/ef18034.

Eurofound and European Commission Joint Research Centre (2019), *European Jobs Monitor 2019: Shifts in the employment structure at regional level*, European Jobs Monitor series, Publications Office of the European Union, Luxembourg, disponible à l'adresse suivante: http://eurofound.link/ef19036.

European Commission (2019a), *Individual resilience: How EU citizens cope in times of distress*, Science for Policy Briefs, Joint Research Centre, Brussels.

European Commission (2019b), *New cohesion policy*, web page, visité le 18 décembre 2019.

European Commission (2019c), *Towards a sustainable Europe by 2030*, Reflection Paper, Brussels.

European Commission and UN-Habitat (United Nations Human Settlements Programme) (2016), *The state of European cities 2016*, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

Eurostat (2016), *Urban Europe – Statistics on cities, towns and suburbs*, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

Loveless, M. and Binelli, C. (2018), 'Economic expectations and satisfaction with democracy: Evidence from Italy', *Government and Opposition*, 22 October, doi:10.1017/gov.2018.31.

OECD (2012), *Are large cities educational assets or liabilities?*, PISA in Focus, No.17, OECD Publishing, Paris.

Quaranta, M. and Martini, S. (2016), 'Does the economy really matter for satisfaction with democracy? Longitudinal and cross-country evidence from the European Union', *Electoral Studies*, Vol. 42, pp.164–174.

Sandbu, M., *Financial Times* (2019), ‘Three strategies for left-behind places’, 21 janvier.

Van Doorn, L., Arnold, A. and Rapoport, E. (2019), ‘In the Age of Cities: The impact of urbanisation on house prices and affordability’, in Nijskens, R., Lohuis, M., Hilbers, P. and Heeringa, W. (eds), *Hot Property: The housing market in major cities*, Springer, Cham, Switzerland, pp. 3–13.

World Bank (2009), *World development report 2009: Reshaping economic geography*, Washington, DC.

Entrer en contact avec l'Union européenne

En personne

Dans toute l'Union européenne se trouvent des centaines de centres d'information Europe Direct. Vous pouvez trouver l'adresse du centre le plus proche à l'adresse suivante: http://europa.eu/contact

Par téléphone ou courrier électronique

Europe Direct est un service destiné à répondre aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne. Vous pouvez contacter le service:

– au numéro vert suivant: 00 800 6 7 8 9 10 11 (des frais peuvent s'appliquer chez certains opérateurs),

– au numéro de standard suivant: +32 22999696

– par courrier électronique, en suivant le lien https://europa.eu/european-union/contact_fr

S'informer sur l'Union européenne

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union sur le site Europa à l'adresse http://europa.eu

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes à partir de l'EU Bookshop à l'adresse suivante: http://publications.europa.eu/eubookshop. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques provenant de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'Union depuis 1951, dans toutes les langues officielles, veuillez visiter EUR-Lex à l'adresse suivante: http://eur-lex.europa.eu

Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail des données ouvertes de l'Union (http://data.europa.eu/euodp/fr) donne accès à des ensembles de données de l'Union. Les données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement à des fins commerciales ou non commerciales.

TJ-AR-20-001-FR-N

Les données sur la qualité de vie montrent que, dans la plupart des pays, la capitale présente des atouts par rapport aux régions situées en dehors de la capitale. Compte tenu de la croissance continue de la population des capitales et de la concentration des ressources en leur sein, cette note d'orientation explore les fondements des atouts des capitales en matière de qualité de vie. Ces atouts sont-ils principalement liés aux caractéristiques des populations spécifiques que ces villes entretiennent et attirent ? Ou bien proviennent-ils des perspectives offertes par les grandes villes en raison de leur taille et de leur croissance économique ?

La présente note d'orientation vise à clarifier les raisons pour lesquelles la politique devrait se concentrer à la fois sur l'économie et sur la société lorsqu'il s'agit de faire progresser la cohésion économique, sociale et territoriale.

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) est une agence tripartite de l'Union européenne instituée en 1975. Son rôle est de fournir des informations dans le domaine des politiques sociales et liées au travail conformément au règlement (UE) 2019/127 du Parlement européen et du Conseil du 16 janvier 2019 instituant la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) et abrogeant le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil.

Office des publications
de l'Union européenne

EF/18/025/FR

ISBN 978-92-897-2055-7
ISSN 2599-8188
doi:10.2806/199086